

PLAN LOCAL D'URBANISME

Plans du réseau d'eau potable

Vu pour être annexé
à la délibération

du 31 Mai 2016

approuvant la révision du
Plan Local d'Urbanisme

Cachet de la Mairie et
signature du Maire :



Révision du P.L.U. prescrite le 02 Novembre 2012

P.L.U. approuvé le 17 Décembre 2002

Dossier de diffusion suite contrôle de la légalité

Dossier réalisé par :

PERSPECTIVES

2 rue de la Gare
10 150 CHARMONT s/B.
Tél : 03.25.40.05.90.
Fax : 03.25.40.05.89.

Mail : perspectives@perspectives-urba.com

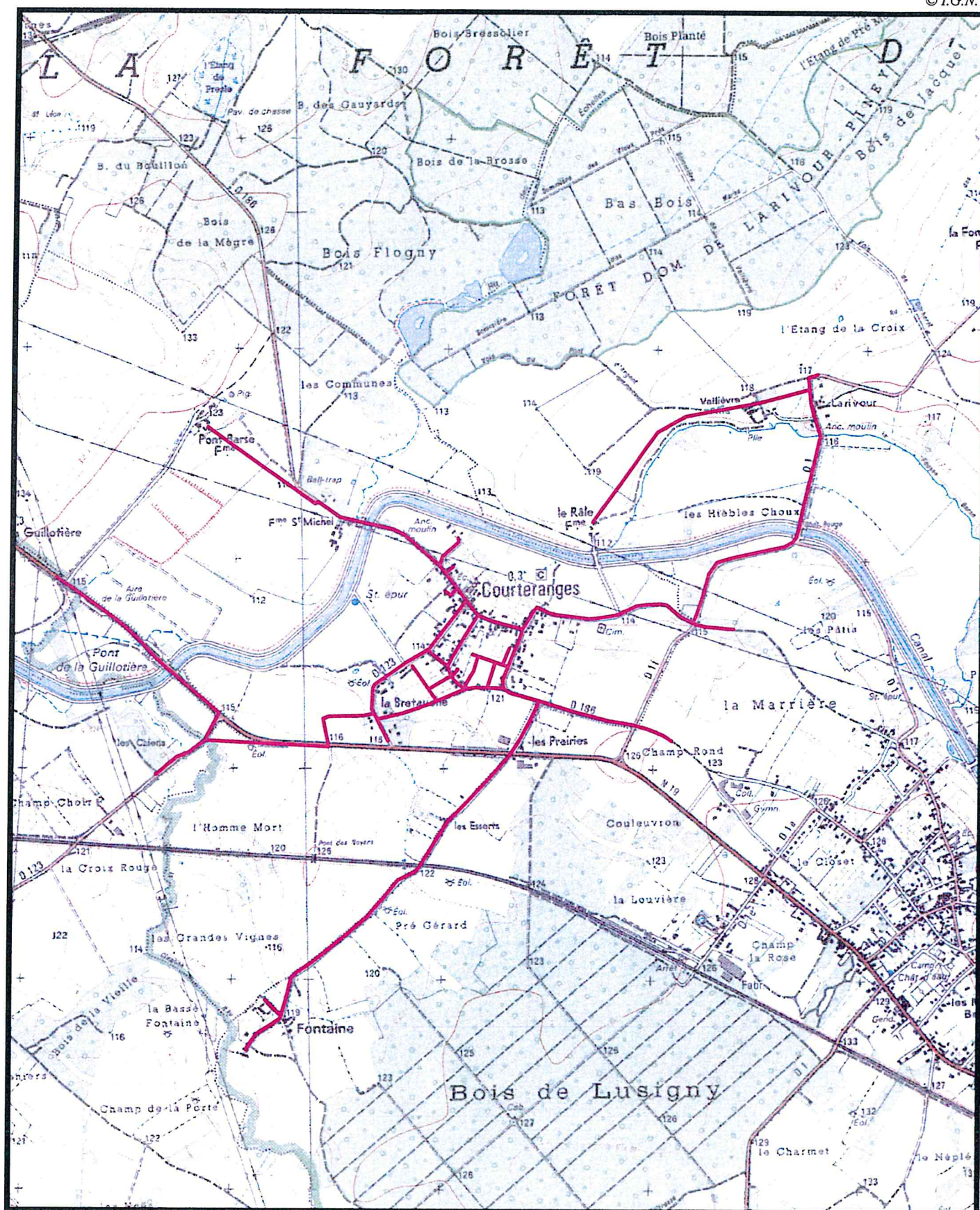
PLAN DE SITUATION

(Echelle : 1/25 000)

0 500 1000



© I.G.N.



COURTERANGES

MOGNE / SEINE / BARSE

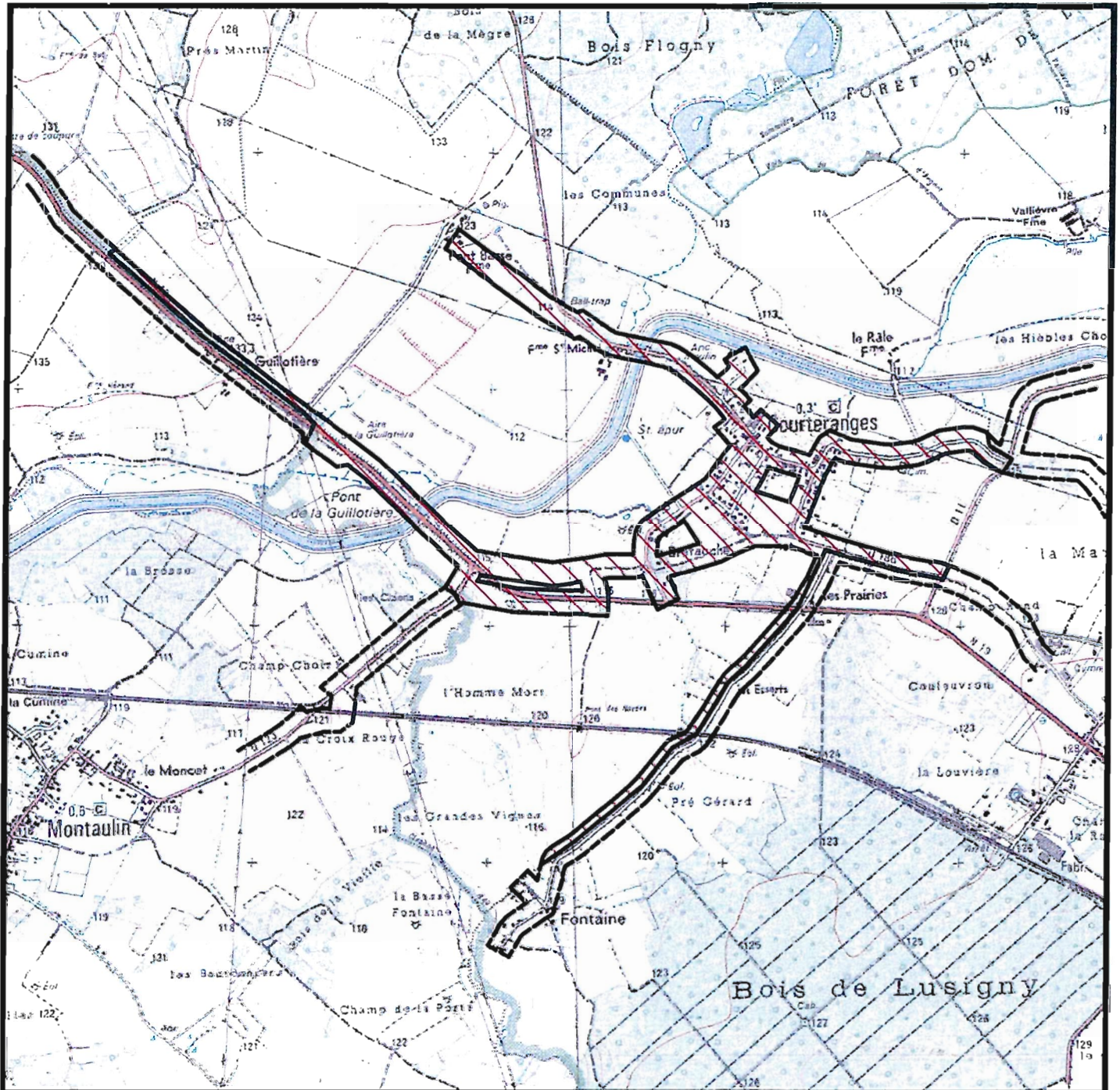
PLAN DE ZONAGE du réseau d'eau potable

(ETABLI EN APPLICATION DE L' ARTICLE L. 554 DU CODE DE L' ENVIRONNEMENT)

Date de mise à jour : 23/03/2015

Echelle 1/25000

© I.G.N.



EXPLOITANT DU RESEAU : Régie du SDDEA (Syndicat Départemental des Eaux de l'Aube)

Adresse : Cité administrative des Vassales - BP 3076 - 10012 TROYES CEDEX

Téléphone : 03-25-83-27-27

Télécopie : 03-25-83-27-00

Service permanent de dépannage : 03-25-79-00-00

Ce plan est établi à partir des connaissances acquises lors d'interventions de dépannage. Il ne constitue pas un plan de recôlement. Sa communication à des tiers n'engage en aucune façon, ni le S.D.D.E.A. ni la collectivité distributrice d'eau potable

Date	N° Fiche	Désignation et Observations	Dessiné par	Véifié par
19/12/2008	15.08/8	PLAN DU RESEAU INFORMATISE	P. BRUNET	V. TORRES
21/12/09	8.09/426	MISE A JOUR (Suite à travaux)	A. SYDOR	V. TORRES
01/06/15	8.12/2081	MISE À JOUR (Suite à travaux)	L. PARMENTIER	V. TORRES

Sauf indications contraires	La classe de précision sur la localisation géographique des ouvrages est toujours de classe C.	Echelle
	L'année de création du réseau est :	
Le nivellement est rattaché :		1/1000
La planimétrie est rattachée en X (EST), Y (Nord) :		

Conduites

- | | |
|---|-----------------|
| Conduite d'eau potable en Acier (A) | Réseau supprimé |
| Conduite d'eau potable en Amiante Ciment (AC) | Réseau supprimé |
| Conduite d'eau potable en Fonte (F) | Réseau supprimé |
| Conduite d'eau potable en P.E.H.D. | Réseau supprimé |
| Conduite d'eau potable en P.V.C. | Réseau supprimé |
| Conduite d'eau potable de nature inconnue | Réseau supprimé |

P.V.C.U 42/50	P.V.C.cvm 42/50	P.V.C. posé avant 1980
F.Ø 150	P.V.C.U 42/50	P.V.C. posé après 1980
PEHD 64/75	P.V.C.B.O. 42/50	P.V.C. Bi-orienté
A Ø 100	1975 1957 2003	Année de pose de la conduite
AC Ø 200		

Organes :

- | | | | |
|--|--------------------------------|--|--|
| | Vanne de sectionnement | | Regard aborné |
| | Quart de tour de sectionnement | | Branchement (prises latérale, à vider, des |
| | Vidange | | Diamètre compteur aborné |
| | Purge | | Regard compteur aborné |
| | Bouche d'arrosage / de lavage | | Potau d'incendie |
| | Ventouse | | Bouche d'incendie |
| | Manchon | | Réservoir incendie |
| | Regard technique | | Potau incendie avec borne fontaine |
| | Regard compteur | | Borne fontaine |
| | Stabilisateur dans regard | | Borne de puisage |
| | Sonde de pression | | Sonde de Hauteur |

Servitudes

- | | | |
|--|---|--|
| | Servitude de passage | |
| | Périmètre de protection immédiate des captages | |
| | Périmètre de protection rapprochée des captages | |
- zone hors périmètre

zone comprise par le périmètre

Divers :

- | | |
|------------------------------------|---|
| $P = 1.00 \text{ m}$
27/08/2013 | Profondeur du réseau et date de mesure |
| 1 | Numéro de géoréférencement |
| 5 | Numéro renvoyant au carnet de repérages |

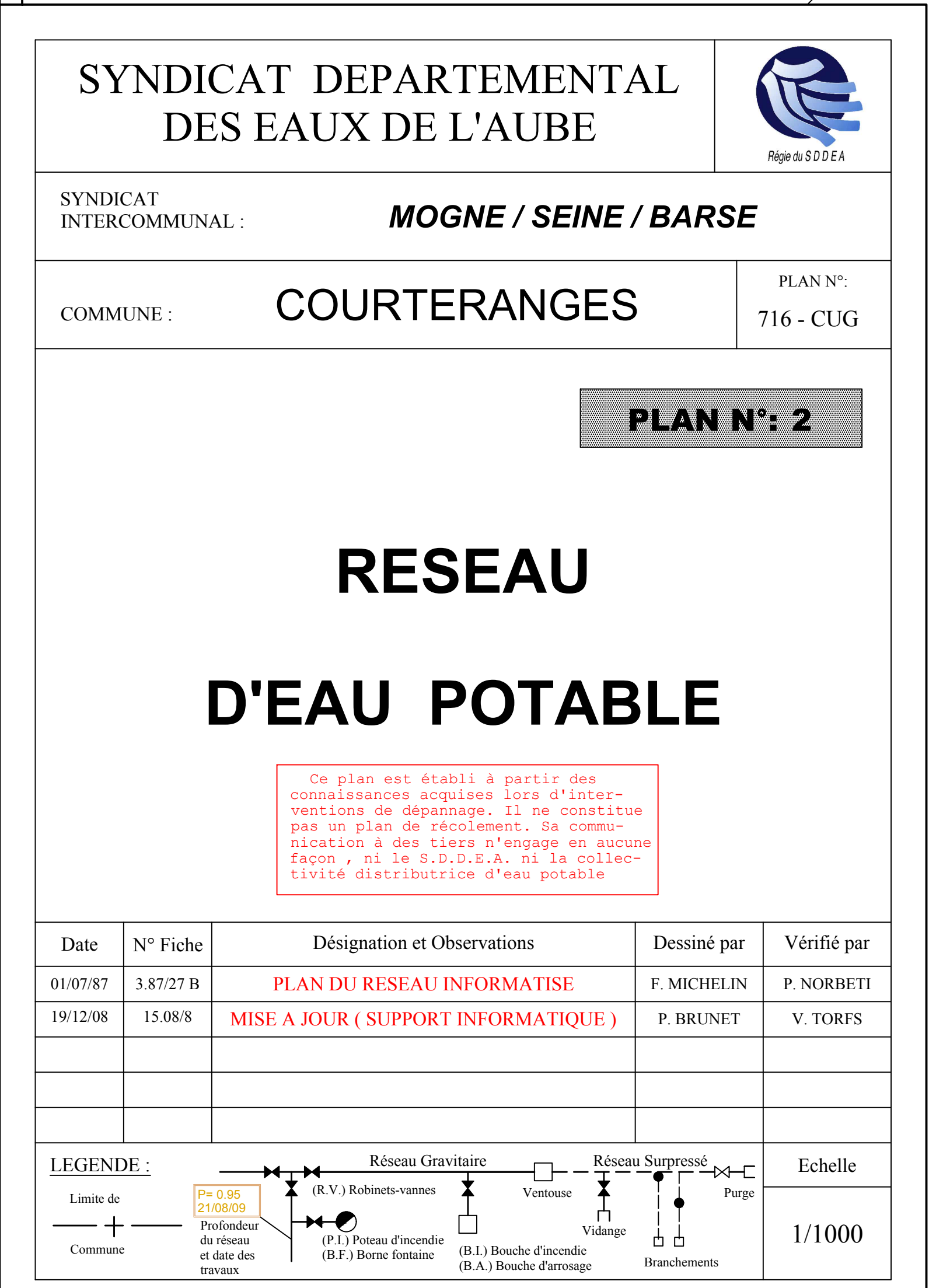
Classe de précision sur la localisation géographique des organes

Classe A : l'incertitude maximale de localisation est inférieure ou égale à 40 cm pour un ouvrage rigide ou 50 pour un ouvrage flexible
Classe B : l'incertitude maximale de localisation n'est ni de classe A, ni de classe C.
Classe C : l'incertitude maximale de localisation est supérieure à 1,50 m.

Les données des ouvrages de défense contre l'incendie reportées sur ce plan ne sont données qu'à titre indicatif et ne constituent pas une garantie formelle.

VOIR PLAN DE LIAISON
LIERES - BOURANTON - LAUBRESSEL
Y - MONTAULIN - COURTERANGES

Commune de
COURTERANG



COMMUNE : COURTERANGES

PLAN N°:
716 - CUG

PLAN N°: 3

RESEAU D'EAU POTABLE

Ce plan est établi à partir des connaissances acquises lors d'interventions de dépannage. Il ne constitue pas un plan de recélement. Sa communication à des tiers n'engage en aucune façon, ni le S.D.D.E.A. ni la collectivité distributrice d'eau potable

Date	N° Fiche	Désignation et Observations	Dessiné par	Vérifié par
01/07/87	3.87/27 B	PLAN DU RESEAU INFORMATISE	F. MICHELIN	P. NORBET
19/12/08	15.08/8	MISE A JOUR (SUPPORT INFORMATIQUE)	P. BRUNET	V. TORRES

LEGENDE :

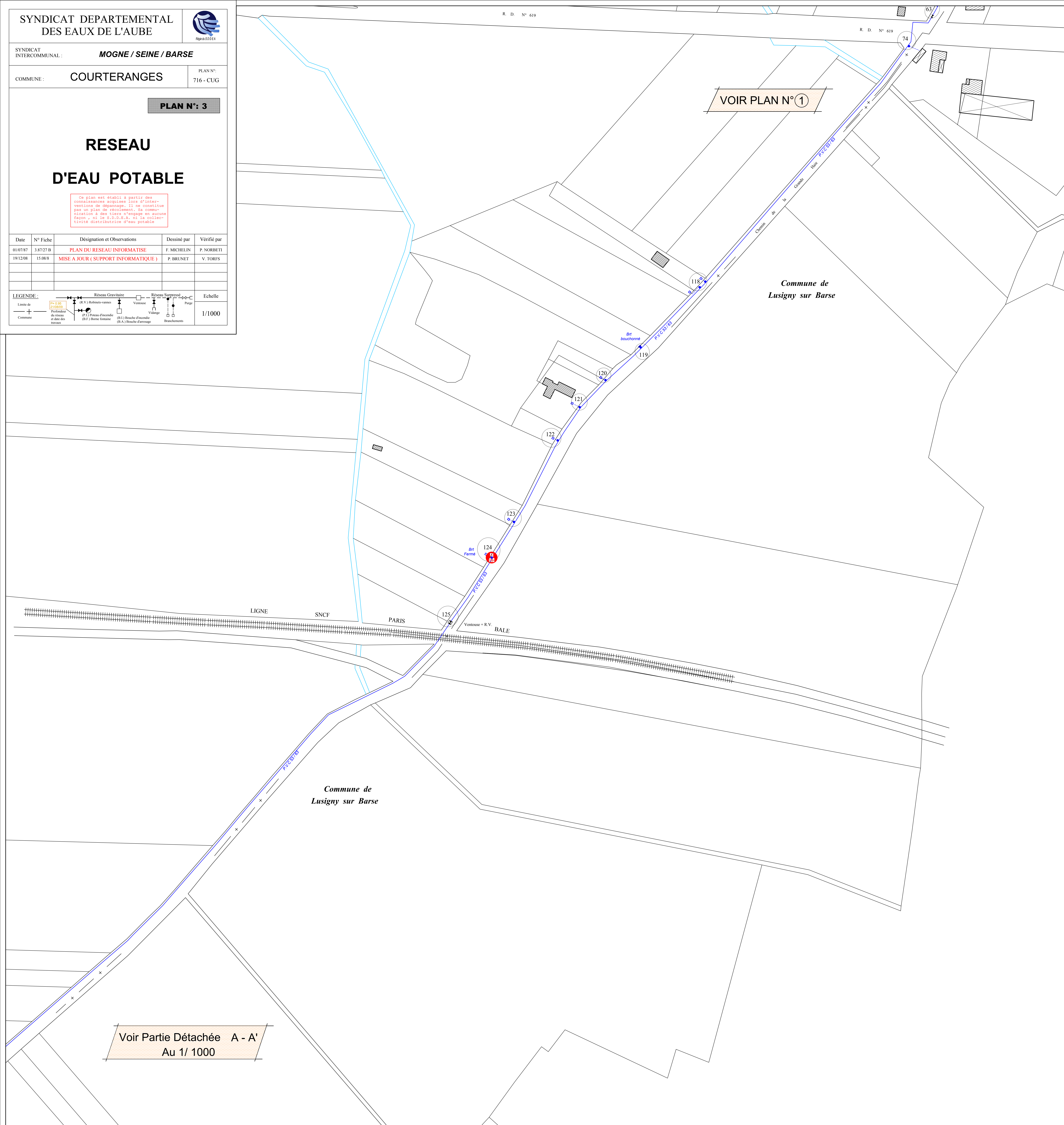
-----+-----
Ligne de
-----+-----
Commande

Préfixes du réseau et date des travaux
p= 0,25
21/03/09

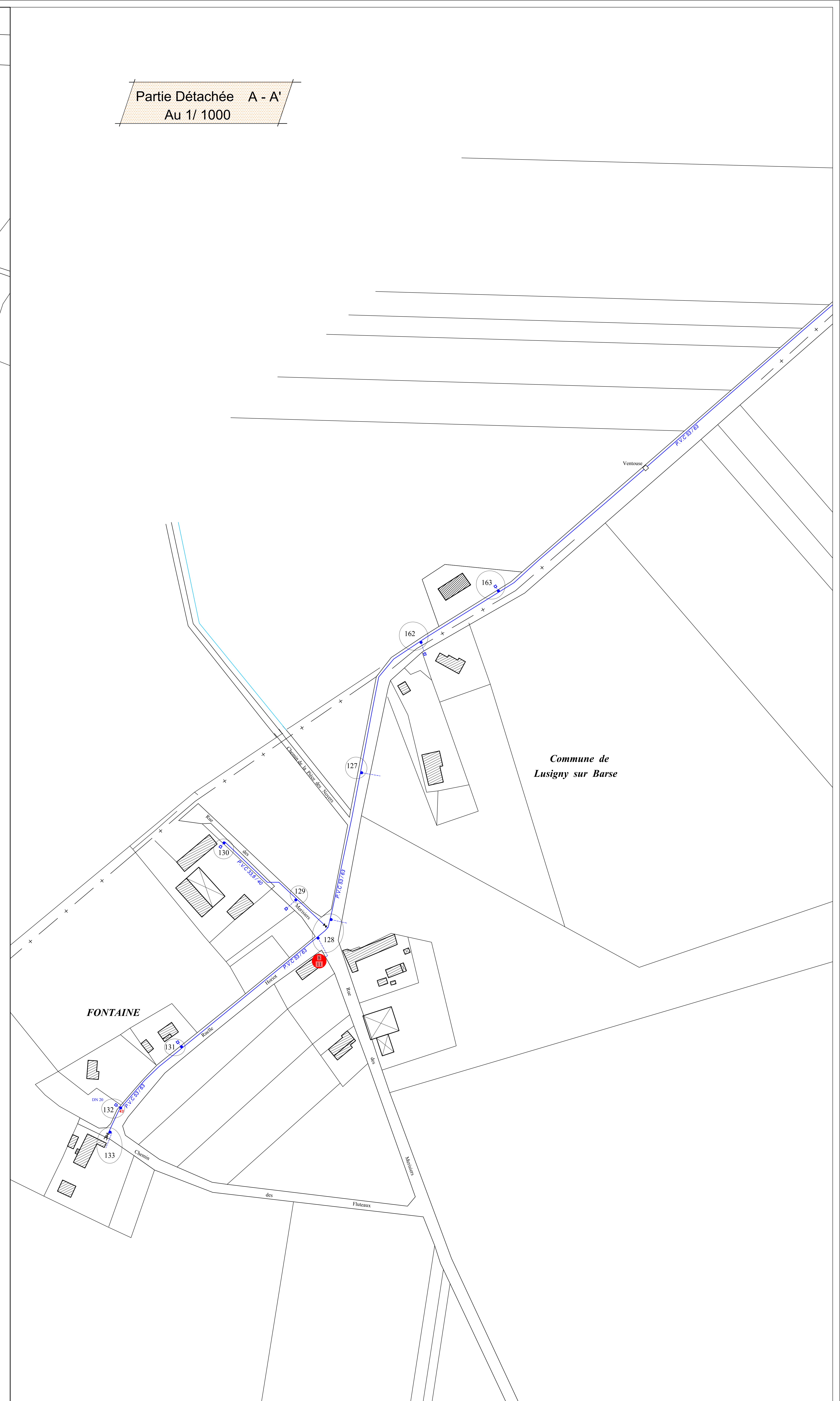
Réseau Gravitaitre
(R.V.) Robinet-vannes
(P.I.) Poteau d'incendie
(B.F.) Boire fontaine
(B.I.) Bouche d'incendie
(B.A.) Bouche d'arrosage

Réseau Surpressé
Vidange
Branchements

Echelle
1/1000



Partie Détachée A - A'
Au 1/ 1000



PLAN LOCAL D'URBANISME

Assainissement

Vu pour être annexé
à la délibération

du 31 Mai 2016

approuvant la révision du
Plan Local d'Urbanisme

Cachet de la Mairie et
signature du Maire :



Révision du P.L.U. prescrite le 02 Novembre 2012

P.L.U. approuvé le 17 Décembre 2002

Dossier de diffusion suite contrôle de la légalité

Dossier réalisé par :

PERSPECTIVES

2 rue de la Gare
10 150 CHARMONT s/B.
Tél : 03.25.40.05.90.
Fax : 03.25.40.05.89.

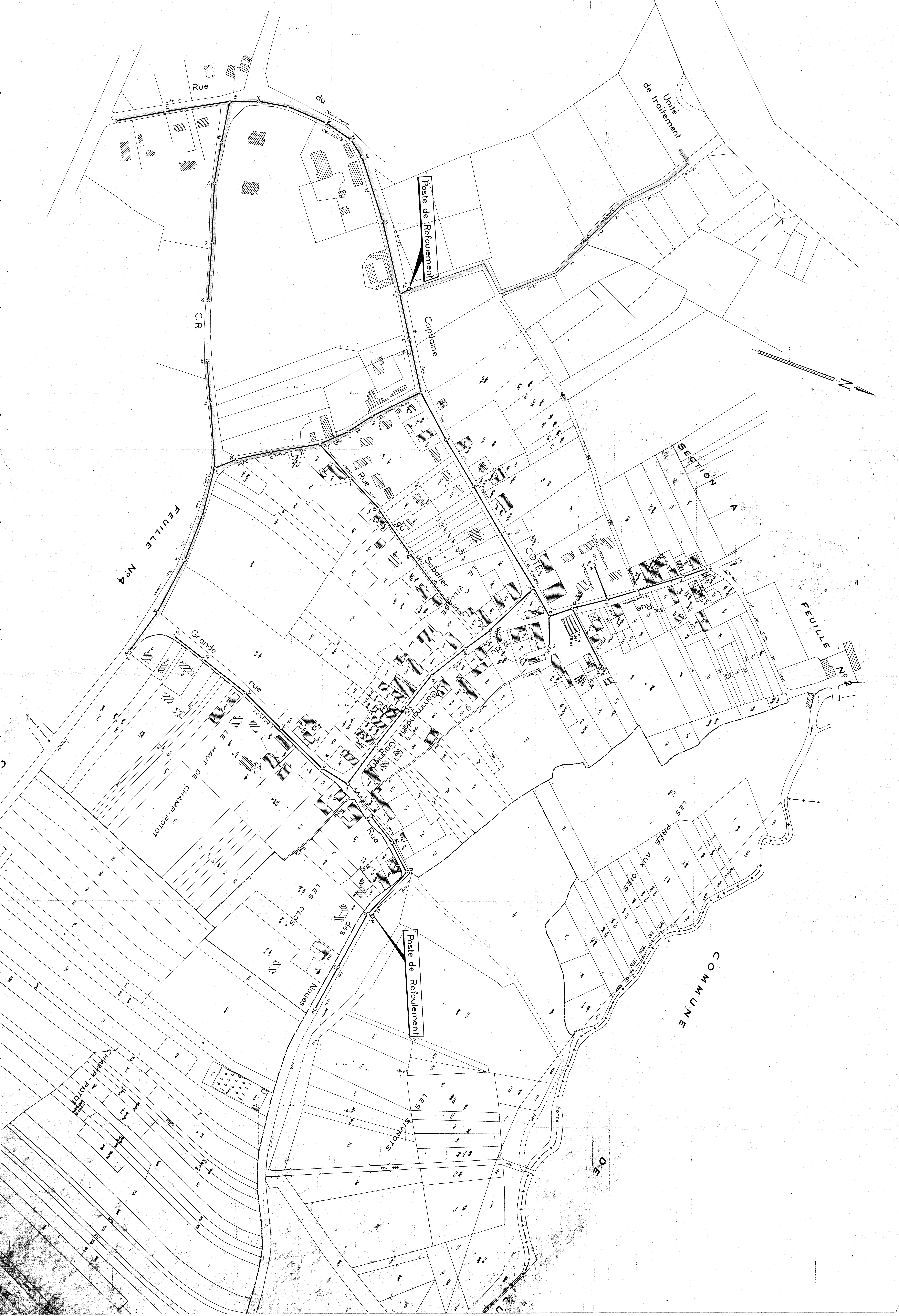
Mail : perspectives@perspectives-urba.com

COMMUNE DE COURTERANGES

AVANT PROJET DETAILLE
ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERATION

PLAN PARCELLAIRE

4 ^{me} TRANCHE	FEUILLE (S)	1/1250
	DATE	JUN 88
	DESIGNATEUR	LENTINI
	PROJETANT	PETITOU
SERVICE DE L'EAU	No DE DOSSIER	No DE PLAN
	1908	2



DEPARTEMENT DE L'AUBE
ARRONDISSEMENT TROYES
CANTON LUSIGNY SUR BARSE

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

du 13 Décembre 19 88

Nombre

de Conseillers en exercice ☒ 11de Présents ☒ 9de Votants ☒ 9

OBJET

assainissement de
l'agglomération

Approbation de
l'avant projet
sommaire

NOTA. — Le Maire certifie que
le compte rendu de cette délibéra-
tion a été affiché à la porte de la
mairie le
que la convocation du Conseil avait
été faite le 08/12/88

Le Maire,



L'an mil neuf cent quatre vingt huit le 13 Décembre 1988
le Conseil Municipal de la commune de COURTERANGES
étant assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après
convocation légale, sous la présidence de Monsieur JERZY SPILNAN, Maire
Etaient présents : MM. Tous les membres en exercice

à l'exception de

Absents : MM. NOIRE et NEAUPES

Il a été procédé, conformément à l'article 29 du Code d'Administration Communale, à
l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil : M. KONIECZNY
ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a
acceptées.



M. le Maire signale qu'à la demande de la
commune, la Direction Départementale de l'Agriculture et de
la Forêt a présenté un avant-projet sommaire pour
l'assainissement de l'agglomération de COURTERANGES.

Il invite le Conseil municipal à prendre
connaissance de ce dossier, et, le cas échéant, à
l'approuver.

Le Conseil municipal, après en avoir pris
connaissance et en avoir délibéré :

- approuve les dispositions de l'avant-projet sommaire
présenté par la Direction Départementale de l'Agriculture et
de la Forêt en ce qui concerne les travaux sus-visés,
- prend acte que le montant de l'opération est de
3 600 000,00 F HT et de 4 269 600,00 F TTC,
- approuve les modalités de financement prévues à
l'avant-projet sommaire et sollicite les diverses
subventions et l'aide envisagées pour la réalisation des
travaux,
- demande l'ouverture de l'enquête en vue de la déclaration
d'utilité publique des travaux (article 112 du Code rural),
- demande l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène,

.../...

- Confie à M. le Maire les pouvoirs nécessaires pour effectuer toutes les formalités administratives en vue du bon déroulement de ces travaux et notamment l'obtention des permissions de voirie.

Fait en séance les jour, mois et an susdits, et ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Maire

Serge SPILMANN
MAIRE de COURTERANGES



PLAN LOCAL D'URBANISME

Défense incendie : disposition du SDIS

Vu pour être annexé
à la délibération

du 31 Mai 2016

approuvant la révision du
Plan Local d'Urbanisme

Cachet de la Mairie et
signature du Maire :



Révision du P.L.U. prescrite le 02 Novembre 2012

P.L.U. approuvé le 17 Décembre 2002

Dossier de diffusion suite contrôle de la légalité

Dossier réalisé par :

PERSPECTIVES
2 rue de la Gare
10 150 CHARMONT s/B.
Tél : 03.25.40.05.90.
Fax : 03.25.40.05.89.
Mail : perspectives@perspectives-urba.com



Service Départemental
d'Incendie et de Secours

21, rue Etienne Pédron - BP 607
10088 TROYES CEDEX

N°

Dossier suivi par :
Lieutenant LAURENÇOT

Tél : 03.25.43.58.42
Télécopie : 03.25.43.58.28
Courriel: eric.laurencot@sdis10.fr

Le Directeur Départemental
des Services d'Incendie et de Secours

à

Monsieur le Directeur Départemental
des Territoires de l'Aube

Direction Départementale des Territoires
Service connaissance planification
Bureau projets de territoires
1 boulevard Jules Guesde
B.P 769
10026 TROYES CEDEX

Troyes, le 28/02/2013

Informations du service départemental d'incendie et de secours sur la révision d'un plan local d'urbanisme.

objet	Association des services de l'Etat - Porter à connaissance
commune	COURTERANGES
numéro de la fiche	U 110 0001

Le dossier présenté concerne la révision du plan local d'urbanisme de la commune de Courteranges.

La participation du service départemental d'incendie et de secours aux travaux, s'effectuera par une présence occasionnelle aux réunions traitant des sujets tels que l'accès à la construction par les services de lutte contre l'incendie et le schéma communal de défense extérieure contre l'incendie.

Dans le cadre de la réflexion préalable, il est proposé à l'autorité municipale l'intégration des mesures suivantes destinées à faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers :

Règles de base :

La défense extérieure contre l'incendie est placée sous l'autorité du maire en application des articles L. 2212-2 (5°), L. 2213-32, L. 2225-1 à L. 2225-4 du code général des collectivités territoriales. Les solutions techniques doivent donc être définies au plan local. Elles doivent être adaptées au risque à défendre et de nature à résoudre les difficultés opérationnelles rencontrées par les sapeurs-pompiers dans la mise en oeuvre des moyens d'extinction. La défense extérieure contre l'incendie doit ainsi être réglée au niveau local en partenariat avec les sapeurs-pompiers et le distributeur d'eau.

Les sapeurs-pompiers doivent disposer de voies de circulation permettant l'accessibilité des constructions aux engins d'incendie et de secours, et d'une quantité d'eau minimale nécessaire à la lutte contre l'incendie en tous temps et en tous endroits. La nécessité de poursuivre l'extinction du feu sans interruption exige que cette quantité puisse être utilisée sans déplacement des engins.

Principes de base pour lutter contre un incendie :

- L'estimation du débit horaire d'eau, dont il est nécessaire de disposer à proximité de chaque risque considéré isolément, est en fonction du nombre de lances que comporte le plan d'intervention des sapeurs-pompiers a priori;
- Le débit nominal d'un engin de base de lutte contre l'incendie est de 60 m³/h ;

- La durée approximative d'extinction d'un sinistre moyen peut-être évaluée à deux heures :
 - ✓ l'attaque et l'extinction simultanée des foyers principaux : 1 heure,
 - ✓ la neutralisation des foyers partiels et le déblai : 1 heure ;
- Comme corollaire immédiat, il en résulte que les sapeurs-pompiers devraient trouver sur place, en tout temps, 120 m³ d'eaux utilisables en deux heures. La nécessité de poursuivre l'extinction du feu sans interruption exige que cette quantité puisse être utilisée sans déplacement des engins;
- Ce volume est une valeur moyenne, qui peut se trouver modifiée suivant la nature et l'importance du risque à défendre.

Accessibilité aux constructions :

Références :

- ❖ Code général des collectivités territoriales, et notamment aux articles L.2122-24 ; L.2212-1 à 5 relatifs aux pouvoirs de police municipale du maire (prévention des risques, couverture opérationnelle),
- ❖ Code de la construction et de l'habitation (articles L123-2 et R123-1 à R123-55) pour ce qui concerne les établissements recevant du public,
- ❖ Arrêté interministériel du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation,
- ❖ Code du travail et plus particulièrement à sa quatrième partie « santé et sécurité au travail »,
- ❖ Code de l'environnement pour ce qui concerne les installations classées pour la protection de l'environnement.

Règles :

Concevoir les voies de circulations de manière à permettre l'accessibilité des bâtiments à construire aux engins d'incendie et de secours en respectant les caractéristiques minimales des voies engins (cas général) et des voies échelles (portions de voies engins permettant l'accessibilité aux bâtiments élevés):

Caractéristiques	Voies engins	Voies échelles
Largeur de la chaussée, bandes réservées au stationnement exclues	3 m	4 m
Hauteur libre minimum	3,50 m	3,50 m
Pente inférieure ou égale	15 %	10 %
Force portante calculée pour un véhicule de 160 kn avec un minimum de 90 kn par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 m au minimum	oui	oui
Résistance au poinçonnement	sans objet	80 N/cm ² sur une surface de 0,20 m ²
Rayon intérieur du virage R minimum	11 m	11 m
Si R < 50 m, alors une sur largeur S doit être réalisée à l'extérieur du virage	S = 15/R	S = 15/R

Besoins en eau :

Références :

- ❖ Circulaire interministérielle n°465 du décembre 1951 relative à la défense contre l'incendie ;
- ❖ Circulaire du 20 février 1957 relative à la protection contre l'incendie dans les communes rurales ;
- ❖ Circulaire du 9 août 1967 relative au réseau d'eau potable. Protection contre l'incendie dans les communes rurales ;
- ❖ Arrêté du 1er février 1978 approuvant le règlement d'instruction et de manœuvre des sapeurs-pompiers communaux ;
- ❖ Document technique D9 de septembre 2001 relatif au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie.

Les besoins en eau diffèrent en fonction des risques:

Un risque est déterminé par rapport aux caractéristiques d'une construction : sa superficie, sa hauteur, sa structure, son activité et son éloignement par rapport à une autre construction.

Classification des risques :

1) Le risque particulièrement faible:

- construction d'une surface développée inférieure à 250 m² ayant 2 niveaux maxima et distante de 8 m de tout autre risque.

2) Le risque moyen (risque courant) :

- Habitations :
 - 1ère famille: > habitations individuelles R+1 maximum
 - > habitations individuelles
 - 2ème famille: R+3 maximum
 - > habitations collectives
- Bureaux ou autres constructions: H ≤ 8 m et S ≤ 500 m².

3) Le risque important (risque particulier ou spécifique) :

- 3ème famille A: H ≤ 28 m, R+7 maximum, distance escalier-logement ≤ 7 m et accès escalier par voie échelle
- Habitations: 3ème famille B: H ≤ 28 m et l'une des trois conditions de la 3ème famille A non respectée
- 4ème famille: 28 < H ≤ 50 m
- IGH (immeuble de grande hauteur) à usage d'habitation: H > 50 m
- ERP (établissement recevant du public) ;
- Les industries;
- Les autres constructions : H ≥ 8 m ou S ≥ 500 m².

Attention

Certains projets d'urbanisme ou de construction peuvent présenter des risques particuliers. Le Service Départemental d'Incendie et de Secours est alors en mesure de demander la mise en oeuvre de mesures constructives (murs coupe-feu, désenfumage,...) et de demander des aggravations à la règle dans les cas suivants :

- ❖ **Zones d'activités industrielles ou commerciales; Lotissements; Industries à risques d'incendie ou d'explosion; Installations classées pour la protection de l'environnement; Établissements recevant du public.**

Les quantités d'eau:

Pour un **risque particulièrement faible**, si le réseau de distribution ne peut pas répondre aux conditions réglementaires demandées (60 m³/h sous une pression de 1 bar) et s'il n'existe pas de points d'eau naturels, il peut-être admis la création de puits d'aspiration d'une capacité minimale de 2 m³ alimentés par des conduites au minimum de 80 mm débitant **6 l/s** à gueule bée, ou de réserves artificielles de **60m³**, mais ceci doit en principe être un minimum exceptionnel.

Pour un **risque moyen**, les besoins en eau sont de **120 m³** utilisables en **2 heures**.

Pour un **risque important**, les besoins en eau sont évalués et déterminés en fonction du risque à partir d'une étude réalisée au préalable par le Service départemental d'Incendie et de Secours.

Les ressources en eau (points d'eau incendie (PEI)):

Conformément à la réglementation en vigueur, les besoins en eau peuvent être satisfaits:

- A partir de prises d'eau (poteaux ou bouches d'incendie (PI ou BI)) branchées sur un réseau de distribution selon la norme NF S 62-200;
- Par des points d'eau naturels (PN);
- Par des réserves artificielles (RA).

Les points d'eau incendie doivent être situés en dehors des périmètres de rayonnements en cas d'incendie et de surpression en cas d'explosions.

Un point d'eau naturel ou artificiel inépuisable peut prendre en compte autant de PEI qu'il dispose de points d'aspiration aménagés (1 point d'aspiration = 1 PEI = 60 m³/h minimum = 1 engin d'incendie).

La défense extérieure peut également être mixte et utiliser les différents modes de défense précités.

Le calcul des distances :

Le calcul des distances est fixé entre le risque et le point d'eau par les cheminements praticables par les moyens des sapeurs-pompiers.

- Pour le **risque particulièrement faible**:

Points d'eau incendie	Distance entre un point d'eau et un risque
Prise d'eau	400 m maximum
Point d'eau naturel ou réserve artificielle	400 m maximum

- Pour le **risque moyen** :

Points d'eau incendie	Distance entre un point d'eau et un risque
Prise d'eau	150 m maximum
Point d'eau naturel	400 m maximum
Réserve artificielle	400 m maximum

La distance fixée à 400 mètres est liée à la longueur des tuyaux équipant les engins de lutte contre l'incendie. Cette distance constitue un maximum absolu.

Il est précisé que la distance entre un point d'eau et un risque à défendre influe notablement sur le délai de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers.

- Pour le **risque important** : les distances à respecter sont :

	A faible potentiel calorifique	A fort potentiel calorifique
Distance entre le point d'eau le plus proche et la plus grande zone recoupée	150 m	100 m
Distance entre 2 points d'eau	150 à 200 m	100 à 150 m

Concernant la localisation sur plan des points et des prises d'eau, l'arrêté préfectoral n° 03-0010 A du 3 janvier 2003, portant règlement opérationnel des services d'incendie et de secours de l'Aube, précise, dans sa fiche de synthèse n° 8, que « *chaque maire de l'Aube doit communiquer au SDIS de l'Aube, initialement et lors de chaque changement notable, tout renseignement utile tel que : Le plan schématique de la commune faisant apparaître les renseignements essentiels aux services d'incendie et de secours, etc.*

P/O
Le Directeur Départemental
des Services d'incendie et de Secours,

Lieutenant Éric LAURENÇOT